

- ANNEXE I -

Renseignements fournis par le Dr. ISSELHORST
sur le Vicaire Général "DAUBNER"

En Janvier 1944, le vicaire général catholique DOUVIER qui avait changé son nom en celui de DAUBNER, est venu faire une visite de courtoisie au Dr. ISSELHORST, B.D.S STRASBOURG à ses bureaux Otto Beckstr. 10.

Ils s'entretiennent sur la situation générale de l'Eglise en ALSACE et le vicaire général fait une déclaration de loyauté.

Un deuxième entretien a eu lieu à une date indéterminée, le vicaire général demandant les motifs d'arrestation d'un curé alsacien interné à SCHWIECK. Le Dr. ISSELHORST a demandé des renseignements à la Gestapo et les a communiqués à DAUBNER. Ce prêtre a été libéré quelque temps après.

Le troisième entretien qui se situe en Novembre 1944, a permis à DAUBNER de demander la suppression des processions en raison des dangers de bombardement. ISSELHORST a répondu à DAUBNER qu'il lui appartenait, comme vicaire général de prendre les interdictions nécessaires.

ISSELHORST n'est pas au courant de la création de la "Kirchskirche" sous l'autorité de DAUBNER. Il dit que l'impression qu'il a retirée des entretiens qu'il a eus avec lui que DAUBNER est un intrigant, hénagant les deux partis en présence.

DAUBNER a fait de nombreuses visites au B.D.S il était reçu par le Personal référent KNAUER. Les visites qu'il a faites dont ISSELHORST a connu, ont porté sur l'incarcération de prêtres catholiques.

ISSELHORST déclare que LEISSNER, Oberkircheurat de l'Eglise protestante est venu plusieurs reprises voir le "personalisch referent" KNAUER et a demandé l'intervention des autorités allemandes pour l'unification des différents rites de l'Eglise protestante en ALSACE. /.

- ANNEXE II -

Renseignements sur le fonctionnement administratif
des camps de concentration en ALSACE

=====

Il existait en ALSACE deux camps de répression :

- le Sicherungslager de SCHIRMECK
- le concentratonslager de N.TZWEILER (STRUTHOF)

Le DdS. STRASBOURG n'exerçait son autorité que sur le Sicherungslager de SCHIRMECK. Son pouvoir est un pouvoir d'inspection.

Cadre de surveillance du camp. -

- Directeur : Hauptsturmführer BUCK, n'appartient pas à l'Allgemeine SS mais porte néanmoins l'uniforme en raison de sa fonction. Il dépend du SD.
- Bureaux administratifs :
Chef de Camp : JÜNSCHE, untersturmführer appartenant à la Stapo.
Le personnel appartient à la Stapo.
- Cadre de surveillance proprement dit :
Un Officier et quarante hommes de la Schutzpolizei.

Les détenus masculins travaillent en dehors du camp notamment à l'usine Mercedes-Benz.

Un kommando est détaché à l'aérodrome de BESSEIN.

Des Hollandais sont détachés pour la remise en état des voies ferrées et pour l'abattage d'arbres en forêt.

Admission au camp. -

- Dossier préparé par la Stapo
- Présenté ensuite au BdS pour avis sur la mesure à prendre : internement ou non.
- Mesure exécutée par la Stapo qui transfère le prisonnier au camp.

Il y a également dans le camp de SCHIRMECK les interdits de séjour qui sont conduits par la Kripo.

Les réfractaires au travail obligatoire étaient incarcérés d'office par la Gestapo au camp de SCHIRMECK sans que le BdS ait à intervenir en quoi que ce soit.

Libérations. -

L'internement est à temps. Des libérations avant terme peuvent être faites par le BdS sur proposition du Commandant du Camp tenant compte de la conduite des intéressés et de leur situation de famille.

.../...

Sicherungslager SCHIRMECK

ISSELHORST parle :

1. - Historique :

Le Chef de la Zivilverwaltung a, en 1940, ordonné la création d'un camp de réception. Ce camp servait en première ligne à recevoir (rassembler) les personnes résidant en ALSACE qui, en tant que nationaux français ou en tant qu'Alsaciens francophiles devaient être envoyés en FRANCE. Plus tard il reçut la dénomination de "Sicherungslager". Comme tel, il était destiné à la détention temporaire de tous les individus considérés comme peu sûrs au point de vue politique ainsi que des éléments "asociaux". Le Chef de la Zivilverwaltung ne désirait pas pour l'ALSACE la mise en vigueur du régime des camps de concentration et les camps de redressement existant sur le territoire du Reich. Le camp de SCHIRMECK avait donc le caractère d'un "Erziehungslager" (camp d'éducation).

2. - Surveillance, administration :

Le C.d.Z. constituait la haute autorité de surveillance du camp.

De plus, il avait en main les finances et le contrôle de l'administration du camp. Il prenait à son compte les frais de construction, de rénovation et d'amélioration. Les travaux pratiques étaient dirigés par l'administration du camp de SCHIRMECK (Lagerkommandantur). L'Instruction du Lagerkommandant est due à l'initiative du C.d.Z.. Le commandant du camp fixait l'emploi du temps en général; il désignait les travaux à exécuter, et répartissait les Arbeitskommandos. Il était responsable pour l'ordre et la tenue, pour la propreté des bâtiments et des détenus, pour l'hygiène et pour l'éducation. Il était tenu de donner son avis sur la conduite du détenus et il pouvait proposer la prolongation ou la diminution de la détention. Dans l'accomplissement de sa tâche, il était secondé par le Lagerbürger (Chef de camp), par des secrétaires et par le personnel de garde et de surveillance. Les hommes de garde venaient de la Schutzpolizei (1 S/Licutenant, 40 hommes environ).

Le C.d.Z. avait confié au BdS. ELSASS les missions de surveillance et d'inspection.

3. - Internement - Relâche :

L'internement de détenus dans le camp se faisait aussi bien par la STIPO que par la KTIPO. Si un internement devait avoir lieu à la suite d'une décision ou d'un jugement - par ex. pour les personnes ayant cassé leur contrat de travail, pour les réfractaires au travail et les "asociaux" ou pour les personnes condamnées à une interdiction de séjour pour tentat à la pudeur, on y procérait sans qu'au préalable le BdS. n'ait été consulté. La STIPO et la KTIPO pratiquaient directement à l'internement.

BEST AVAILABLE COPY

Dans tous les autres cas - par ex. pour les délit(s) présentant un intérêt particulier ou pour les incidents de frontière - il fallait recourir à l'autorisation du N.D.S. Par contre la STADPO ou la K.D.P.O étaient chargées dans ces cas de faire une enquête de sorte que la décision d'internement ou de non internement et de la durée de détention dépendait du matériel fourni. D'autre part il arrivait souvent que le G.d.Z. demandait de lui-même l'internement d'une personne dans le Sicherungslager pour un délit qui lui avait été signalé d'un autre côté (Parti) et qui n'avait pas été contrôlé par la police. En ce cas l'enquête policière n'avait lieu qu'après l'internement. Malgré les résultats négatifs fréquemment obtenus, il était alors très difficile pour ne pas dire impossible d'obtenir la relaxe du prisonnier auprès du G.d.Z.. En règle générale, si elle était obtenue c'est à la suite d'un ordre d'expulsion.

Arrivé au camp, le nouvel interné était fiché par la Logerwachttur et présenté au commandant en personne. Ce dernier cherchait à se faire un jugement personnel; il connaissait presque tous les détenus et leur passé. Il leur inculquait le règlement et la discipline du camp et leur conseillait une bonne tenue.

Après une période d'observation du détenus, le commandant du camp donnait son avis sur la conduite de celui-ci. En cas de mauvaise conduite il était en droit de proposer une prolongation de la détention. Selon le motif d'incarcération, la décision était prise par moi ou par la STADPO ou la K.D.P.O. Dans les cas spéciaux où la durée de détention devait être strictement observée, la relaxe avait lieu sans qu'on tienne compte de la tenue de l'individu. Fréquemment le commandant du camp proposait la libération du prisonnier avant le terme fixé. Il s'inspirait de la bonne conduite ou des situations de famille particulières. Les propositions étaient toujours acceptées. Il y eut même des congés à l'occasion d'un décès, d'une naissance ou d'un mariage dans la famille, naturellement ils n'étaient accordés que si le détenus avait eu une conduite irréprochable.

Je n'ai eu connaissance d'aucun cas où le détenus ne soit rentré au camp après son congé. C'est une preuve frappante que le traitement de la part de la direction était correct et que les conditions de vie au camp étaient bonnes. D'autre part je sais personnellement que le Commandant du camp a reçu de ses anciens détenus de nombreuses visites et de nombreuses lettres de remerciement.

Il ne faut pas oublier non plus que pour la bonne tenue d'un pareil camp une discipline sévère est absolument nécessaire. Celui qui ne pouvait pas s'y faire ou qui commettait de nouveaux délit(s) à l'intérieur du camp, pouvait compter sur une prolongation de sa détention.

Le nombre des détenus s'élevait en moyenne à 600-800 personnes. Le camp pouvait en contenir 1200 environ.

4. - Occupations des détenus :

Les hommes devaient accomplir soit des travaux d'amélioration à l'intérieur du camp, soit des travaux à

l'extérieur. Les formes n'étaient astreintes qu'à des travaux intérieurs (couture et réparations pour le service d'habillement de l'armée, blanchisage et repassage, cuisine, jardin)... La majorité des hommes était employée dans le "Werkzeugmaschinen Betrieb" de Mercedes-Benz, une usine se trouvant à 1 km. environ du camp. Une autre partie des détenus était détachée à l'aérodrome d'ENSHEIM pour y effectuer des travaux d'aménagement. Il existait en outre un kommando chargé de l'abattage du bois (pour les besoins du camp et plus tard pour alimenter les voitures gazogènes). Finalement des arbets-kommendos de moindre importance furent mis à la disposition soit de la Reichsbahn pour les travaux de réfection, soit des services du Chef der Zivilverwaltung ou de la SIPO pour des travaux particuliers (Électrotechniciens, maçons, charpentiers, menuisiers etc...).

5. - Inspection du camp :

Par des inspections inopinées, j'ai pu à différentes reprises me rendre compte de la bonne tenue du camp. Il y régnait toujours un ordre impeccable. La nourriture était bonne et plus que suffisante, elle était préparée dans des cuisines propres. Les baraqués étaient d'une propreté méticuleuse; les lits étaient pourvus de paillasses et recouverts de draps. Pas de vermine dans les logements. Les nouveaux détenus étaient mis en quarantaine. Il existait un nombre suffisant de douches, de lavabos et de W.C.. En 1944, néanmoins toutes les installations sanitaires furent renouvelées; on y a même construit une station de filtrage d'eau. Il s'y trouvait une infirmerie, une ambulance et même une station dentaire. Le cadre extérieur du camp avait été embellie par des parterres de fleurs. Un potager contribuait à l'alimentation des détenus. Au bout du camp, un grand hall servait de lieu de réunion pour les concerts et autres organisations culturelles, ainsi que pour les conférences et les appels du camp. Le camp a laissé la meilleure impression à tous les visiteurs officiels auxquels il a été montré tous les logements et toutes les installations.

Des officiers supérieurs de la Wehrmacht et des Führer du K.D. ont confirmé la supériorité du camp de SCHLECK sur toutes les installations de leurs formations. /.

=====

BEST AVAILABLE COPY

- ANNEXE III -

Rôle de l'I.I.S. et du B.I.S.

=====

I.I.S. -

1. - Représentant du Chef du Stpo-SD dans les manifestations officielles et dans les rapports avec les services locaux du Parti, de l'Etat et de la Wehrmacht.
2. - Surveillance au point de vue disciplinaire des services Stpo-SD dans sa région. Inspection.
3. - Contrôle du personnel - Entretien
 - a) - avancement des fonctionnaires jusqu'à la fonction de Kriminal Sekretär.
 - b) - avancement dans la SS jusqu'à un grade de Hauptchar-führer.
 - c) - Tableaux d'avancement pour les grades dépassant ceux ci-dessus, adressés au RSHA - 12 I
 - d) - admission dans la SS (SD)
 - e) - inscriptions.
4. - Mesures disciplinaires dans un cadre restreint.
5. - Rapport trimestriel du chef Stpo-SD.
6. - Concentration des forces de police dans les grandes occasions, sans intervenir dans l'exécution du service (Ex. : une haute personnalité vient à STRASBOURG. Pour assurer la sécurité la Stpo a besoin de cent fonctionnaires. Elle ne dispose que de cinquante. L'I.I.S. prescrit à la Stpo KARLSRUHE de détacher vingt cinq fonctionnaires et à la Stpo STUTTGART d'en détacher vingt cinq autres. La Stpo-leiter STRASBOURG prévoit leur emploi. Le rôle de l'I.I.S. est terminé).
7. - Règlement des conflits d'attributions à l'intérieur du Stpo-SD :
 - compétence d'exécution : Kripo ou Stpo
 - compétence locale : STRASBOURG ou KARLSRUHE par ex.

L'Inspecteur n'est pas le Chef d'une Dienststelle. Il n'a aucun pouvoir exécutif. L'intensité de son intervention dans la marche normale des services dépend de son initiative personnelle.

B.I.S. -

Dans le B.I.S. STRASBOURG cette intervention est forcée par sa position vis à vis du Chef du Zivilverwaltung. Aucun rapport direct entre les autorités supérieures du Parti, de l'Etat et de la Wehrmacht et les services Stpo-SD (sauf quelques rares exceptions). Le B.I.S. transmet les ordres et les comptes rendus d'exécution.

BEST AVAILABLE COPY

Le R.I.S. intervient dans :

- a) - les expulsions (exécutées par le Reichskommissär für die Festigung deutschen Volksstums im Ausland)
- b) - les internements ou ceux de concentration de SCHLAECHEK.

Contrairement à ce qui se passe pour le D.S. FRANKELEICH par exemple le R.I.S. STALDOUJ ne commande pas. Il donne simplement les directives.

Compte rendu périodique de l'I.d.S. au Chef du SIPO-SD. -

Le décret instituant les I.d.S. exigeait de ces derniers un compte-rendu trimestriel sur les travaux d'inspection. Les dates de production étaient fixées au 5 des mois de Janvier - Avril - Juillet et Octobre.

Le compte rendu devait comprendre les intitulés suivantes :

I. - RAPPORTS AVEC LE PARTI :

- a) - Collaboration de l'I.d.S. avec le Gauleiter und Reichsstatthalter avec les services de celui-ci (gauleiter) ainsi qu'avec les autres fonctionnaires et les Führer du Parti.
- b) - Collaboration des différents services de l'I.d.S. avec :
 - le Gauleiter, ses services, et les Führer d'unités ou du Parti,
 - les Kreisleiter et les services du Parti subordonnés (Ortsgruppenleiter, ESS, Luftschatzbrund, D.E., etc...)

II. - RAPPORTS AVEC LE HÖHENE SS POLIZEIFÜHLER, LES SS ABSCHNITTSFÜHLER ET L'INSPECTEUR DER ORDNUNGSPOLIZEI.

III. - RAPPORTS AVEC LES SERVICES DE L'ETAT ET DU REICH :

- a) - Collaboration de l'I.d.S. avec les représentants du Gouvernement du pays ou bien avec l'Oberpräsident de la province (par ex. avec les présidents du Conseil du JURTEMBERG et de BIELE), avec les ministres de l'Intérieur (ces derniers sont l'autorité suprême de la police dans la province), avec les Wirtschafts und Kultur Minister.
- b) - Collaboration de l'I.d.S. avec les hautes autorités de Justice oberlandesgerichtspräsident, procureur général) avec l'administration des Finances (Oberfinanzpräsident) pour les questions touchant le trafic frontalier.
- c) - Collaboration des services SIPO-SD avec :
 - 1) - l'administration générale (par ex. : les regierungspräsidenten, les Landräte, les Oberbürgermeister, les bürgermeister,
 - 2) - la justice (Landgerichts präsidenten, oberstaatsanwälte)

BESTAAT

IV. - SITUATION DANS LES SERVICES SIPO-SD :

- 1) - Collaboration, questions de compétence.
- 2) - Personnel
- 3) - Administration

V. - EVENEMENTS PARTICULIERS AYANT UNE SIGNIFICATION GENERALE

- 1) - Sécurité dans les grandes manifestations, expériences et propositions d'amélioration.
- 2) - Effets des actions de grande envergure effectuées par la Stapo ou la Kripo.
- 3) - Objectifs spéciaux dans les travaux des Services SiPo-SD par ex. :
 - concentration de la main d'œuvre étrangère (SiPo)
 - détection des groupes de résistance (SiPo)
 - développement du marché noir (Kripo)
 - augmentation de la criminalité (Kripo)
 - travaux des Ecoles Supérieures (SD)
 - rythme du travail dans les industries de guerre (SD)
 - effets des propagandes (SD)

etc... etc...

====

SITUATION des Kommandos sur l'"Unternchien Waldfest" :

Les services du SIPO-SD en ALSACE souffraient, d'après ISSELHORST d'un manque de fonctionnaires et de collaborateurs, tant pour la quantité que pour la compétence.

Le niveau général dans l'ensemble du Reich avait baissé considérablement. Les surnuméraires embauchés (notdienstwcrpflichtete) n'avaient ni la pratique ni l'ardeur au travail nécessaire.

Pour de telles causes la Dienststelle de la Stapo à HAGUENAU a été dissoute.

ISSELHORST comme son prédécesseur a vainement tenté de renforcer son personnel. L'Int I s'y est opposé et il a même prélevé de bons éléments pour les envoyer en HONGRIE.

Lorsque fin Août 1944, le gauleiter WIGNER donne l'ordre à ISSELHORST de placer des Kommandos Sipo le long du Westwall en construction (Vogesenwall - Unternchien Waldfest) celui-ci doit non seulement réduire les effectifs d'un Kommando à 5-6 hommes mais encore faire appel à la collaboration de Ehrenamtlichen Mitarbeiter du SD.

... au cours d'un entretien qui a lieu dans les bureaux d'ISSELHORST au début de Septembre 1944 avec l'Intschef I, l'Obersführer EHLINGER, entretien portant sur les nouvelles affectations des Kommandeur du SIPO-SD venant de FRANCE, le Dds ALSACE demande à nouveau des renforts.

L'Intschef I donne un commencement de satisfaction à la demande du Dr. ISSELHORST et met sous les ordres du Dds ELSASS le Kommandeur ERNST (ancien Kds ANGERS) ainsi que plusieurs groupes (Teilkommandos) séparés de leurs services. Cette mesure comporte une restriction : Ces kommandos doivent rester dans le secteur français et continuer à travailler dans le cadre de l'unternehmen "Waldfest". Il ne passent aux Dienststellen du Sipo-SD qu'au moment de leur passage en ALSACE après l'évacuation de la FRANCE.

ISSELHORST rappelle alors une partie des kommandos détachés des services d'ALSACE et renvoie les hommes ainsi libérés à la disposition de la Stapo, de la Kripo et du SD.

En Octobre 1944, ISSELHORST a une grave discussion avec le Höchste SS und Polizei Führer Frankreich (SS Obergruppenführer OBERG) et le Dds FRANKREICH.

ISSELHORST réclame avec l'assentiment du gauleiter le retrait du secteur français de toute la main d'œuvre alsacienne.

Tirant profit de la situation il donne ordre à tous les hommes du Sipo-SD Elsass y compris les Teilkommandos SCHULENT et SINHOFF de rentrer en ALSACE et de rejoindre les services Stapo, Kripo et SD qu'il désigne : STRASBOURG, COLMAR, LÜMHOUSE et ALTMIRCH.

Il reste le Kommando ERNST qui ne lui est subordonné qu'au point de vue administratif et reste sous les ordres du BdS FRANKEICH quant à son emploi.

Les résultats des travaux du Kommando ERNST figurent donc dans les rapports du BdS FRANKEICH mais il rend compte également au BdS ELSASS. Ceci tient à ce que le gauleiter WAGNER désire être informé de tous les événements touchant à l'"Unternehmen Waldfest".

Vers le milieu du mois de Novembre le kommando ERNST est lui aussi repoussé du secteur français. Il est alors mis définitivement à la disposition du BdS Sudwest. Réparti en plusieurs Einsatzkommandos il forme pratiquement de nouvelles aussonststellen de la Stape et de la Kripo.

Le Kommandeur ERNST est muté à BERLIN par décision de l'Amteckof I.

Après la retraite à l'ESACE le kommando se rassemble près de LAMM et il sert provisoirement à contrôler les passages du Rhin.

Pour le règlement des questions administratives du Kommando ERNST et des Teilkommandos ISSELMONST adjoint à son Stat-Major le Polizci inspecteur SS Hauptsturmführer NUSS. Son rôle se termine au moment du passage du personnel dans les différents services à la Stape et de la Kripo.

Pour collecter tous les renseignements concernant l'Unternehmen "Waldfest" (Situation du front, travaux, état d'esprit, effets des mesures allemandes, requis, etc...) ISSELMONST prend dans son EM. le SS Obersturmführer Kriminal Kommissar GUT qui est adjoint à l'Obersturmbannführer SCHNEIDER Référent compétent. à la mi-novembre GUT revient à la Kripo.//

=====

- ANNEKE V -

Note au sujet des Einsatzgruppen du SIPO-SD

=====

I. - Au début de la guerre le Reichsführer SS und chef der Deutschen Polizei a ordonné la création de Kommandes du Sipo-SD.

Ces commandes sont destinées à avancer avec l'armée allemande. Ils sont donc rattachés aux différentes armées ou groupes d'armées.

Selon leur répartition dans la Wehrmacht ils sont nommés Einsatzgruppen s'ils sont rattachés à un Heeresgruppe ou Einsatzkommando s'ils sont rattachés à une armée.

Après la stabilisation du front les Einsatzgruppen sont devenus les Befehlshaber der Sipo-SD et les Einsatzkommandes des Kommandes du SIPO-SD.

Les Einsatzgruppen et les Einsatzkommandes sont toutefois maintenus dans les secteurs où le front est souvent par exemple dans le secteur central du front russe Einsatzgruppe 3, en URGENCE du Sud, Einsatzgruppe 2; en URSS et dans le GAUC-SD (Einsatzgruppe 1).

La transformation en BMS a lieu parallèlement avec l'installation des Reichskommissariats "Ostland" (Pays Baltes y compris la Lituanie Blanche) et "Ukraine".

L'Einsatzgruppe 2 à l'Etat-major duquel ISSELHORST a appartenu de Février à Novembre 1942 à son siège à SMOLENSK et il est constitué de la façon suivante :

- Chef de l'Einsatzgruppe 2 : SS oberführer NÜLLINN
- Abteilung I et II (Personal und Wirtschaftsverwaltung) : Obersturmbannführer ISSELHORST
- Abteilung III (SD) : Leiter : jusqu'en avril 1942 : Stubaf HENWICKE
après Avril 1942 : Stubaf KOCH
- Abteilung IV et V (Stapo et Kripo) : Leiter : Stubaf HOLSTE et plus tard Stubaf Dr. FISCHER.
- Abteilung VI (Moscou), chargé de constituer un Einsatzkommando en cas d'occupation de MOSCOU : Leiter : Stubaf KLINGELHÖFER.

L'Einsatzgruppe s'étend sur le secteur occupé par le Heeresgruppe Russland Mitte (Generalfeldmarschall KLUGE) et par le "Rückwärtigen Heeresgebiet Russland Mitte (général von SCHENKENDÖRFF).

Il sous ses ordres les Kommandes de MINSK, ROSLavl, OREL, NOVILÉW et VITÉPSK.

Les führer des Einsatzkommandes sont constamment mutés de sorte qu'il n'est possible à ISSELHORST d'indiquer que les

nom de :

Obsturaf KAPP (Wiesma et plus tard Bélnisk)
Osturaf NIEMENS (Vitebsk puis Abteilungleiter I à
l'Einsatzgruppe B)
Stubaf RICHTER (Mojilew)
Stubaf BOCK (Rosslawi)

À l'évacuation de VIASNA le commando se replie sur
BORNISK. Le commando de ROSSLAWI est dissous et le personnel
pris en compte par SMOLENSK.

Par une décision de l'AmT I de Novembre 1942, ISSEL-
HORST est nommé Chef d'état-major Ostland à RIGA et il lui est confié
la direction d'un Jagdkommando dont le champ d'action se trouve
entre le lac Peipous et le lac Ilmen.

Ce Jagdkommando a pour mission de rechercher les
groupes de partisans, de les combattre à l'aide d'unités mili-
taires mises à sa disposition, d'établir des Stützpunkten et
des Haldekorps, de rendre compte de la situation et de l'état
d'esprit, de secouer l'administration militaire dans sa tâche.
Le Jagdkommando n'a pas eu à s'employer (ISSELHORST dixit)
l'époque étant particulièrement calme et les groupes de parti-
sans n'existent pas pratiquement.

L'organisation du Bds "Ostland" telle qu'ISSELHORST
la connaît est la suivante :

- 1) - le Bds Ostland est un vrai Bds. Il a des Abteilungen très
développées. Il commande aux autres services.
- 2) - les Bds suivants lui sont subordonnés :
 - a) - Bds Ostland : Obersturmbannführer Dr. SANDNER
 - b) - Bds Lettland : Sturmbannführer LANGE
 - c) - Bds Lituanen : Sturmbannführer JÄGER
 - d) - Bds Weissruthénien : Obersturmbannführer STRUCH.

De plus le Bds Ostland a trois Jagdkommandos.

ISSELHORST connaît le Leiter de l'Abteilung I (Haupt-
sturmführer THIE) et le leiter de l'Abteilung III en même temps
Vertreter du Bds (Obersturmbannführer PÖHL, plus tard SD Führer
SÄDEN-ELSS).

Par décision de l'AmT I du mois d'août 1943 ISSELHORST
est nommé Bds Weissruthénien à MINSK. Comme son successeur pour
le Jagdkommando n'est attendu que pour la fin août ou au début
de Septembre, le Bds Ostland lui donne l'ordre de prendre pos-
session de son nouveau poste à MINSK. Il devra ensuite revenir
à son commando pour passer régulièrement son commandement.
ISSELHORST exécute ces ordres.

Pendant son absence les services de MINSK sont assurés
par le Vertreter, le régierungsrat Sturmbannführer FRIEDRICH.

ISSELHORST se démet de son commandement au début de Septembre et il s'installe définitivement à MINSK. Au cours du même mois il tombe gravement malade. Il est d'abord hospitalisé à MINSK puis part en convalescence dans sa famille à MUNICH. ISSELHORST est alors relevé de son poste.

Son successeur est l'Oberführer EHRLINGER futur Amtschef I qui remplissait jusque là les fonctions de chef de l' Einsatzgruppe B. Le Chef précédent de l'Einsatzgruppe B était le Standartenführer RÜHRE.

L'organisation du KdS Weißruthénien est identique à celle des autres KdS. ISSELHORST n'a pas eu l'occasion de faire connaissance approfondie avec cet organisme./.

BEST AVAILABLE COPY

REFERAT IV N

Le referat N dans les Stabstellen a été créé au milieu de l'année 1940 (Juillet-août ?).

Ses missions sont les suivantes :

- Crédation et fonctionnement d'un Geheimnachrichtendienst, c'est-à-dire mise en place de V. Männer dans les milieux politiques de l'opposition intérieure tels que communistes - social démocrates - opposition nationale, Eglise, etc..., dans les cours de travailleurs étrangers, dans les grandes entreprises, etc...
- Empêcher les actes terroristes et le sabotage en les étouffant dans l'œuf.
- Manipuler d'une façon uniforme l'ensemble des V. Männer et le service d'information de la Stabstelle - Précision des V. Männer.
- Mettre le Dienststellenleiter et l'Am't IV au courant des résultats obtenus.

(d'après le Dr. ISSELHORST)

Personnalité de LEIBEN, référent IV N au BdG SCHLESWIG

LEIBEN, Kriminalinspektor und SS Untersturmführer (uniformträger) a fait complètement faillite dans son travail. Les résultats obtenus sont insignifiants. La meilleure preuve est la création et la croissance d'un mouvement de résistance en ALSACE, prouvant que LEIBEN n'a jamais réussi à pénétrer.

Ecourt tant au point de vue physique qu'intellectuel, inéduqué et paltron.

ISSELHORST a proposé à plusieurs reprises au Stabstelle SCHLESWIG la relève de LEIBEN. Mais elle n'a jamais eu lieu en raison de l'insuffisance des effectifs et de la nécessité d'obtenir l'autorisation de l'Am't IV.

ISSELHORST dit que LEIBEN faisait un si mauvais travail qu'on aurait pu le croire de connivence avec l'ennemi.

Renseignements fournis par ISSELHORST sur le Dienststellen RICKLER

Peu après son arrivée à SCHLESWIG ISSELHORST fait la connaissance de Sturmführer RICKLER, par l'intermédiaire de son préécesseur l'Overstürmer Dr. FISCHER.

ISSELHORST apprend que RICKLER avait fait partie avant 1940 de la "Jungwirtschaft" et qu'après l'occupation de l'ALSACE il avait été nommé Kreislciter de SCHLESWIG.

À la suite d'un différend avec le gauleiter WIGNER il a été nommé Leiter de l'Abteilung VI au DdS Frankreich.

En 1944, ISSELMORST a vu BICKLER deux ou trois fois à STRASBOURG et lui a rendu quelques services matériels : prêt de secrétaire, garage de voiture, etc!!! Durant ces visites, ils se sont entretenus des défauts de la politique allemande en ALSACE. BICKLER paraissait désapprouver complètement la politique du gauleiter WIGNER. Il a rencontré à ce sujet l'accord du Dr. ISSELMORST.

Fin juillet 1944, BICKLER revoit ISSELMORST à STRASBOURG et lui déclare que le DdS FRANCÉS est en pleine désagrégation. Il cherche pour lui et son service un nouveau lieu de retraite hors du territoire français. BICKLER sait déjà que le Standartenführer HOCHEM est tombé en disgrâce.

Voyant une solution dans la fusion du DdS FRANCÉS et du DdS ALSACE il propose à l'Abt VI son intégration dans l'Etat-major d'ISSELMORST.

L'Abt VI n'adopte pas les vues conjointes de BICKLER et d'ISSELMORST et décide la création sous la direction de BICKLER de la "Leitstelle West" dont les services vont s'installer au "Haus Gretel" à BADE-BADEN.

D'après ISSELMORST la Leitstelle West était responsable du travail de renseignements sur la FRANCE, la SUISSE, l'ESPAGNE et le PORTUGAL. Les beauftrage de l'Abt VI opérant dans ces pays sont placés sous ses ordres.

ISSELMORST ne peut donner aucun détail sur les méthodes de travail de la Leitstelle West et ses missions. /.

BEST AVAILABLE COPY

- ANNEXE VII -

TERMES employés pour désigner les différentes sortes de mutations dont peut être l'objet le personnel du Sipo-SD.

I - Kommissarische Führung :

Celui qui en est l'objet est chargé de la direction d'un service à titre provisoire (stagiaire). La nomination définitive n'a lieu qu'après le stage (6 mois en général). Le Kommissarische Führer remplit toutes les fonctions de Dienststellenleiter. Il en endosse toutes les responsabilités sans en avoir les avantages moraux qui y sont attachés.

II - Versetzung (mutation)

Mutation pure et simple. Changement de service suivé d'un changement de domicile.

III - Abordnung (détachement)

Précède en général une mutation. Le fonctionnaire travaille dans son nouveau service mais il dépend toujours administrativement de son ancien service. Situation transitoire.

L'Abordnung est prononcé en prévision d'une mutation.

IV - Abkommandierung (détachement provisoire)

Diffère de l'Abordnung parce que la mise à la disposition d'un autre service n'est que provisoire.//

JANVIER 1944

Befehlshaber Sipo u. SD ELSASS
Inspecteur " " " BADES-STRASSEBERG

:Stab Strassburg:

Personalreferent :

SS H'stuf. MAIER

Personalref. :

SS H'stuf. SPECHT

Wirtschaftsstelle :

Pol.R.t GRIESE

Ref. III : SS H'stuf MAIER

Ref. IV u. V :

SS Oberstabsf. SCHEIDER

:Stab Stuttgart:

Pers. Ref.

Untersuchungsführer } SS. Stabsf. BRUHN

Personalref. : SPECHT (: STRASBOURG)

Wirtschaft. Ref. : SS Hstuf.

Ref. III : SDLA - Leiter (S.u.)

Ref. IV : Stabpolizeileiter (S.u.)

Ref. V : Kripoleitstelleleiter (S.u.)

: ELSASS :

Geh. Stabtpolizei:
FRR. SCHMIDT
vril 44 KOBLENZ
23.11.44

Stabtpolizei:
FRR. BAUM

Adst. Mülhausen:
Frrt. SCHWINGE

Adst. MÜLHAUSEN :
Frrt. GEWITZ

Adst. KOELMAR :
KK. KOCH

Adst. KOELMAR :

Grenzkommissariat:
ALTKIRCH
Insp. BAUER

SD Führer Elsass:
SS O. Stabsf. PCHE

II-Ast STRASBOURG
SS Octaf. LIEPPR

II-Ast MÜLHAUSEN
SS Stubaf. BLAETTER

Ast. KOELMAR
Ast. SCHLEPPSTADT
Ast. ALTKIRCH
Ast. TANN
Ast. HALSIELE
Ast. ZABERN
Ast. HAGELIN
Ast. WEISSENBURG.

: BADEN:

Stabpolizeistelle:
FRR-SS O. Stabsf.
: GEWITZ

Kripoistelle
FRR. ERASCHUTZ

SD-List
:SS Hstuf. VETTER

: UNTERBERG:

Stabpolizeistelle:
FRR-SS O. Stabsf.
: HUGLI

Stabpolizeistelle:
FRR.

SD. Leitabschnitt
SS-Stubaf. RECHMEL

BEST AVAILABLE COPY

.../...

Fin OCTOBRE 1944

BEST AVAILABLE COPY

: Befehlshaber Südwest :

: S'tab :

Persönl. Ref. : MAIER
Personal : SPECHT
Wirtschafts :
Verwaltung :
Ref. III : MAIER
Ref. IV u. V : SCHNEIDER
Ref. Zollgrenz-
Schütz : RR ZEFF

Untersuchungsführer :
SS Stubaf TESENFITZ
(Sitz STUTTGART)

: Gau BADEN-ELSASS :

Kommendeur Sipo :
O-Stubaf. GLEINER :
Sitz : STRASSBURG :

SD-Führer :
SS O'Stubaf POHL :
Sitz: STRASSBURG :

H'Adst. KARLSRUHE :
KDir. FIBER :

H'Adst. KARLSRUHE :
SS H'stuf :

: Gau WÜRTTEMBERG :

: Stadtkommandantur :

Kripoleitstelle :
Orr. HERMANNS

: SD-Leittechnik :

062800-100

